

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article247>



La ministre britannique des Affaires étrangères
s'interroge :

La Grande-Bretagne pourrait peut-être se passer de dissuasion nucléaire

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : vendredi 3 novembre 2006

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Margaret Beckett, secrétaire aux Affaires étrangères :

"Il se pourrait que nous n'ayons pas besoin de missiles nucléaires".

Elle demande un débat sur le Trident, et devient le premier des ministres à exprimer des regrets à propos de l'Irak.

Sunday Times, 29 octobre 2006

Editorial politique de David Cracknell, traduit de l'anglais par ACDN

Margaret Beckett, secrétaire aux Affaires étrangères, a réouvert la controverse sur la dissuasion nucléaire britannique en appelant à un débat public pour savoir si le pays a encore besoin de missiles Trident.

Dans une interview accordée au Sunday Times, elle souligne que "la situation en matière de sécurité est très, très différente aujourd'hui" de ce qu'elle était à la fin de la guerre froide. Elle dit que "nous tous qui formons ce pays", et pas seulement le gouvernement, nous devrions être capables de nous interroger sur cette politique.

Tony Blair s'est engagé en faveur de la dissuasion nucléaire autonome, en disant que c'était "une part essentielle" de la défense du pays. En outre, Gordon Brown, que Beckett soutient aujourd'hui comme successeur de Blair, s'est engagé publiquement à remplacer le Trident.

Dans cette interview, Beckett devient aussi le premier membre du gouvernement à exprimer des "regrets" à propos de la guerre d'Irak, bien que Blair se soit explicitement refusé à en faire autant.

La ministre des affaires étrangères n'a pas voulu contredire les propos du chef de l'armée, le général Sir Richard Dannatt, qui a fait remarquer que la présence de troupes britanniques dans certaines parties de l'Irak mettait en péril notre sécurité. Beckett admet qu'il y a "des difficultés et des problèmes particuliers".

Son appel à un large débat sur la question nucléaire, qui a divisé le Parti travailliste dans les années 80, pourrait avoir d'importantes répercussions politiques. Beckett déclare que le gouvernement va bientôt publier un livre blanc. "Oui, je pense qu'il y a un réel mérite à publier ce livre blanc, parce que je pense que c'est une très bonne chose pour nous tous qui formons ce pays que nous réfléchissions soigneusement à la situation d'aujourd'hui", dit-elle.

"La nature et le format de la dissuasion nucléaire que nous avons, que nous conservons et modernisons, ont été dictés par les circonstances de la guerre froide il y a des décennies. La situation de la sécurité à travers le monde est aujourd'hui très très différente".

"Quant à savoir si elle est moins dangereuse, et quelles décisions elle conduirait à prendre, c'est une tout autres question. Et je pense que c'est quelque chose que les gens mériteraient de se voir exposer et à quoi ils devraient pouvoir penser par eux-mêmes."

Evoquant le besoin d'avoir un débat public sur la dissuasion nucléaire, la secrétaire aux affaires étrangères dit : "Je

suis sûre que les gens demanderont si nous en avons besoin ou pas", ajoutant : "C'est évident, quand on y regarde de près, que la question se pose : est-ce qu'on continue avec ça ? Et si oui, de quelle manière ? Et pourquoi ? Et quelles sont les questions que le gouvernement doit prendre en considération lorsqu'il examine la décision à prendre ?"

Ses propos seront probablement bien accueillis par les députés travaillistes ayant réclamé un vote sur la question. Les sceptiques font valoir que les armes nucléaires ne servent à rien contre le terrorisme international et déplorent le coût du remplacement des missiles, estimé à 20 milliards de livres.

Beckett reconnaît que, dans son manifeste pour les élections générales, le parti travailliste a promis le maintien de la dissuasion. Mais peu de députés pensaient qu'il serait question de ne pas conserver le système de sous-marins Trident jusqu'à son terme prévu dans 20 ans et la question à laquelle le gouvernement est confronté concerne la situation au-delà de cette date.

La question doit revenir à l'ordre du jour dans les semaines qui viennent, le premier ministre ayant dit cet été au parlement qu'une décision serait prise « cette année ».

On s'attend à une prochaine discussion au sein du cabinet, suivie de la publication du livre blanc. Les députés travaillistes pressent le Premier ministre de dire clairement ses options dans les derniers mois de son mandat.

Beaucoup ont été consternés de voir les motions sur ce sujet bloquées lors de la conférence du parti le mois dernier. Plus de 120 députés ont d'ores et déjà signé une motion déposée par Michael Meacher, l'ancien ministre de l'environnement, exigeant un vote sur le Trident. Certains craignent que Blair ne revienne sur sa promesse d'avoir un débat parlementaire. Il a refusé de s'engager à donner aux députés le dernier mot par un vote sur cette question.

Clare Short, ancienne secrétaire au développement international a cité l'absence de débat sur le Trident comme l'une des raisons qui l'ont conduite à quitter le parti travailliste ce mois-ci.

Tout remplacement du Trident nécessiterait des années de développement. Blair reconnaît qu'il lui faudra prendre des décisions-clé avant de quitter son poste de Premier ministre.

Beckett, qui aura bientôt passé six mois à la tête des affaires étrangères, déclare qu'elle soutient Brown dans la course au leadership du parti travailliste et presse ses collègues du gouvernement de ne pas lui faire obstacle : « Les gens qui profiteraient le plus d'une bonne vieille foire d'empoigne sont les gens qui ne portent pas non plus le parti dans leur cœur ».

Ses propos sur l'Irak arrivent à la fin d'une semaine où elle a pris le risque de se voir accuser d'être en désaccord avec Blair, en concédant que les historiens pourraient considérer l'Irak comme « un désastre en politique étrangère ».

« Quelles que soient les circonstances, on a toujours des regrets quand on doit entreprendre une action militaire, parce qu'une action militaire apporte toujours des problèmes », a-t-elle dit.

« Mais il y a des fois où l'action militaire semble être la moins pire des options, et cette fois en était une. »

Courant octobre, Dannatt, le chef de l'état-major général, avait dit que la présence de forces britanniques en Irak

était de nature à « exacerber » les problèmes de sécurité.

Sans vouloir remettre en cause ses propos, Beckett a déclaré : « Ce qu'il a dit, c'est qu'il y avait des difficultés dans certains secteurs particuliers où il pensait que peut-être le fait que nos troupes soient là-bas n'arrangeait rien. »

« Je dirais plutôt qu'il y a des secteurs où l'on rencontre des difficultés et des problèmes particuliers, que nous nous efforçons tous de surmonter. On peut se demander si dans certains cas la situation pourrait être meilleure. »

Commentaire

La politique irakienne de Tony Blair a déjà fait l'objet de nombreuses critiques en Grande-Bretagne. Qu'un membre du gouvernement britannique, de surcroît le ministre des Affaires étrangères en personne, laisse entendre qu'il n'est pas loin de partager ces regrets est déjà plus original.

Mais la vraie nouveauté réside dans la remise en question, par un responsable officiel du gouvernement britannique, de l'utilité de la dissuasion nucléaire, et dans sa proposition de soumettre le débat à l'ensemble des citoyens britanniques.

En France, on attend avec intérêt les réactions aux propos de Margaret Beckett de ses homologues actuel et passés (dont l'actuel Premier ministre Dominique de Villepin), du gouvernement français dans son ensemble, du président de la République, et enfin de l'ensemble du personnel politique -en particulier des candidats aux élections présidentielle et législatives de 2007.

Nous publierons les engagements pris par certains d'entre eux en faveur du désarmement nucléaire et d'une consultation des Français sur cette question, par référendum.

ACDN, le 2 novembre 2006